



**Responsabilité sociale de l'entreprise :
Joindre le geste à la parole**

**Allocution de M. Benjamin Kemball
Président et chef de la direction,
Imperial Tobacco Canada**

**Présentée devant le Cercle canadien de Montréal
Le lundi 7 mai 2007**

Mesdames, Messieurs, merci de votre présence et merci Francine de votre aimable présentation.

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui. Mais je suis aussi conscient du défi que cela représente, tout spécialement alors que j'imagine qu'un grand nombre d'entre vous se demande probablement : qu'est-ce que le président d'une compagnie de tabac peut bien avoir à dire sur la responsabilité sociale de l'entreprise ?

Je sais que l'industrie du tabac, et par association Imperial Tobacco Canada, ne sont pas perçues comme étant responsables puisque le produit que nous fabriquons et que nous vendons peut conduire à des maladies graves.

Mais je crois que la nature de notre produit est la raison même pour laquelle une compagnie de tabac devrait se sentir si engagée envers la responsabilité sociale. Et pourquoi les Canadiens devraient s'attendre à ce que nous agissions de la meilleure façon possible. Il est dans l'intérêt des Canadiens que le marché des produits du tabac soit géré par les fabricants licenciés, menant leurs activités de façon responsable et dans le respect des lois et règlements du pays.

Il y a de cela deux semaines, j'ai eu le plaisir d'assister dans le Maryland à une rencontre de deux jours portant sur le leadership. Organisé par McKinsey consultants en gestions, l'événement rassemblait 30 présidents d'entreprise provenant de différents endroits d'Amérique du Nord. L'entreprise et la société était l'un des thèmes touchés et l'on y abordait notamment la responsabilité sociale de l'entreprise, ou RSE.

Bien sûr, il y a ceux qui croient platement que la seule nature des affaires, c'est les affaires. Les plus cyniques diront que la RSE n'est qu'une autre forme de relations publiques, ou encore qu'elle sert uniquement à épouser les causes chères au président. Cependant, les exemples les plus convaincants du séminaire sur la RSE – et heureusement il y en avait plusieurs – témoignaient de deux caractéristiques communes. Premièrement, les questions d'intérêt particulier étaient tout aussi pertinentes pour l'entreprise que pour ses parties prenantes, que l'accent soit mis sur l'environnement, la communauté ou l'engagement des employés. En second lieu, la responsabilité sociale était intégrée au cœur même du modèle d'entreprise, en d'autres termes, à l'avant-plan de leurs stratégies d'affaires et de leur conduite.

C'est exactement comme cela qu'Imperial Tobacco Canada considère la responsabilité sociale. Non seulement une compagnie de tabac PEUT agir de façon responsable, mais elle DOIT le faire et nous le FAISONS. Nous nous

efforcerons toujours d'agir de la meilleure façon possible et mon but aujourd'hui est justement de vous dire comment.

Les profits ne sont pas la seule chose qui compte pour nous. Loin de là.

Nous ne sommes pas les seuls, puisque aujourd'hui les entreprises de partout au monde cherchent l'équilibre entre leur performance économique et les dimensions sociales et environnementales. Cela implique-t-il qu'il existe un conflit inhérent entre le succès de l'entreprise et l'action responsable ? Certainement pas. La résultante du succès commercial et de la responsabilité se nomme la durabilité et cette dernière représente une valeur pour l'actionnaire.

Dans notre cas, en tant que compagnie de tabac, nous répondons à une demande pour un produit légal, pour lequel il n'existe pas de version sans risque, et nous avons le devoir d'agir de façon responsable. Ceux qui se positionnent contre nous ont tendance à oublier une chose, c'est qu'Imperial Tobacco Canada n'est pas une organisation anonyme, un simple édifice fait de briques et de mortier. Ce sont 860 personnes qui constituent Imperial Tobacco Canada. Ces personnes ont, tout comme vous, des familles et des amis. Elles sont actives dans leur communauté. Elles veulent croire dans l'entreprise pour laquelle elles travaillent. Chacune de ces personnes est entièrement dédiée à la réalisation de son travail, de façon responsable.

Nous devons relever un défi additionnel puisqu'il nous faut faire face à une politique de « dénormalisation », c'est-à-dire une stratégie visant de façon systématique à nous présenter comme une entreprise socialement inacceptable.

À l'ostracisme dans lequel l'industrie du tabac est tenue s'ajoute le rejet des idées et des préoccupations soulevées par de nombreux autres groupes, allant des détaillants et du secteur de hospitalité et jusqu'aux vétérans, aux bingos des organismes caritatifs et à ces organismes mêmes, qui comptent sur cette industrie pour leur financement.

En effet, l'un des éléments les plus offensants de ce concept de « dénormalisation », c'est la façon dont les gouvernements traitent désormais les fumeurs – un groupe aussi décent que tous les autres de la société – comme s'il s'agissait de personnes aberrantes ou déviantes

Malgré les tactiques de dénormalisation bien financées et la nature controversée de notre industrie, Imperial Tobacco Canada compte 860 employés qui sont très fiers de travailler pour l'entreprise. Ainsi, lorsque nous avons modifié notre système de distribution l'an dernier, nous avons réussi à recruter plus de 300

jeunes diplômés universitaires pour combler des postes à travers le Canada, dont plus d'une centaine au Québec.

Imperial Tobacco Canada comprend le besoin d'agir de façon responsable et elle ne déroge pas de son engagement à le faire.

Ce qui m'amène à notre approche de la responsabilité sociale et ce à quoi nous nous engageons, en tant qu'entreprise, en tant que membre du groupe de compagnies de tabac le plus international au monde et en tant qu'employées et individus.

Notre société mère, British American Tobacco, considère la responsabilité sociale avec grand sérieux. BAT est d'ailleurs la seule compagnie de tabac au monde à faire partie des Dow Jones Sustainability Indexes, et cela depuis 2002.

L'an dernier, le conseil d'administration d'Imperial Tobacco Canada a créé un comité de la responsabilité sociale de l'entreprise, dans le but de passer en revue et de surveiller la mise en pratique de notre Énoncé des principes relatifs à la conduite des affaires.

Relevant directement du Conseil d'administration, ce comité de responsabilité sociale doit notamment veiller à ce que notre entreprise échange avec les différentes parties prenantes, afin de mieux comprendre ce qu'elles attendent de nous et de trouver les moyens de répondre à ces attentes.

En conséquence, nous avons amorcé l'automne dernier un processus de dialogue avec plusieurs Canadiens intéressés à l'industrie du tabac. Nous avons discuté avec eux pour saisir leur perspective de certains enjeux clés pour notre industrie. Nous avons nommé cette initiative *Parlons-en*.

Je dois dire que nous avons été agréablement surpris par le grand nombre de personnes et d'organismes – plus de 80 au total – qui ont accepté de s'asseoir pour discuter avec nous. La valeur de leurs visions, de leurs opinions et de leurs suggestions était inestimable et notre dialogue s'est avéré très constructif. Nous avons également inclus nos employés dans ce processus afin de recueillir leurs impressions sur notre approche de la responsabilité sociale d'entreprise.

Dans environ deux semaines, nous publierons notre Rapport social, fondé sur ce dialogue. Il décrira en détail notre méthodologie, depuis l'identification des enjeux jusqu'à la sélection des parties prenantes et à la méthode retenue pour tenir compte et répertorier ce que les parties prenantes nous ont dit.

La vérification indépendante de notre rapport social est l'un de ses aspects importants. Ainsi, toutes les déclarations et les affirmations qui y sont faites peuvent être appuyées sur des preuves objectives. Pour ceux d'entre vous qui êtes familiers avec les bilans sociaux, nous avons utilisé pour cette vérification la norme mondiale AA1000 de AccountAbility, la norme de référence dans ce domaine en émergence. Ce faisant, nous serons l'une des deux seules entreprises canadiennes à publier un rapport social fondé sur le dialogue et vérifié de façon indépendante.

Il existe plusieurs enjeux liés au tabac, mais pour ce premier Rapport social nous nous sommes concentrés sur trois grandes préoccupations – la prévention de l'usage du tabac chez les jeunes, la réduction et l'élimination du commerce illicite, ou la contrebande, et la réduction des risques liés à l'usage des produits du tabac. Des études externes et des sondages d'opinion ont révélé qu'il s'agissait là de priorités pour nos parties prenantes.

Notre rapport offre un aperçu complet de ces trois enjeux, ce que les parties prenantes attendent de nous à leur égard et nos engagements en réponse à leurs attentes. Mais ce n'est que le début.

Dans un an, nous publierons un rapport d'étape qui illustrera nos progrès au moyen d'un ensemble d'indicateurs de performance que nous développerons à cette fin.

Dans deux ans, nous amorcerons un nouveau cycle *Parlons-en*.

J'aimerais maintenant vous donner un bref aperçu des trois enjeux que nous avons abordés dans le premier cycle *Parlons-en*, de leur importance sur le plan social et de certains de nos engagements à l'égard de ces enjeux. En fait, ces engagements sont la pierre d'assise du Rapport social.

Le premier enjeu est la prévention de l'usage du tabac chez les jeunes.

Les jeunes ne devraient pas avoir accès aux produits du tabac et l'on ne devrait pas leur permettre de fumer. Sur ce point, il n'y a pas de débat.

Imperial Tobacco Canada considère la prévention de l'usage du tabac chez les personnes d'âge mineur comme un enjeu social extrêmement important. Nous

ne ciblons pas les jeunes, nous ne les ciblerons pas, et nous reconnaissons que les activités de marketing dirigées vers les jeunes sont inacceptables.

Il n'y a aucune ambiguïté ici. Nous savons qu'il ne faut tout simplement pas que les jeunes fument, ou que les compagnies les y encouragent.

D'ailleurs Imperial Tobacco Canada est la plus importante source de financement du seul programme national visant à aider les détaillants et leur personnel à éliminer la vente de produits du tabac aux jeunes d'âge mineur.

Afin de démontrer clairement notre engagement en cette matière, Imperial Tobacco Canada est prête à contribuer à un nouveau programme national de prévention de l'usage du tabac chez les jeunes qui fonctionnerait de façon indépendante de l'industrie du tabac. Nous joindrons le geste à la parole.

Le deuxième enjeu discuté était la réduction et l'élimination du commerce illicite des produits du tabac – la contrebande et la contrefaçon. Il ne s'agit pas seulement d'un enjeu commercial. La vente de produits du tabac illicite est un problème qui a une incidence sur tous les Canadiens.

Environ 25 % des cigarettes fumées en Ontario et au Québec en 2006 avaient été vendues illégalement.

Les gouvernements perdent chaque année environ 1,5 milliard \$ de revenus à cause de ce commerce illicite et ce montant continuera d'augmenter à moins que le problème ne soit réglé. Tout indique que la situation continue de se détériorer depuis notre étude et, si la tendance actuelle se maintient, plus de 30 % des achats de cigarettes seront faits de façon illégale dans l'ensemble du Canada d'ici 2009.

Je me dois aussi de souligner que les pertes de ventes constatées dans l'industrie du tabac au Canada au cours des deux dernières années ne représentent pas une baisse réelle de consommation de cigarettes. La majorité de la baisse des ventes des produits légaux et taxés représente tout simplement un transfert vers des produits du commerce illicite et non taxés.

Pensez-y un instant. Malgré les millions de dollars qui ont été consacrés au contrôle du tabac dans ce pays, il n'a jamais été aussi facile d'acheter une cigarette illégale dont le contenu, l'emballage, la mise en marché et les ventes ne sont absolument pas réglementés.

Assurément, quelque chose doit être fait !

Une industrie du tabac légale et responsable est dans le meilleur intérêt de tous. Car il est tout à fait impossible d'obtenir une réglementation ainsi que des programmes de contrôle et de prévention efficaces, en particulier auprès des jeunes, dans un marché illégal et hors de contrôle.

Nous souhaitons poursuivre notre participation active au combat contre la vente illicite de produits du tabac en appuyant les gouvernements, les détaillants, les communautés touchées et les autres parties prenantes dans leurs efforts pour rehausser le niveau de sensibilité et faire respecter les lois du Canada.

Nous poursuivrons nos recherches internes et appuierons la recherche de tiers sur la prévalence et l'impact du commerce illégal de cigarettes au pays.

Comme exemple concret de notre engagement, nous appuierons au cours de la prochaine année l'organisation d'un forum public sur le commerce illicite du tabac, qui rassemblera toutes les parties concernées, afin de trouver une solution à ce problème social et économique croissant. Nous joindrons encore là le geste à la parole.

Le troisième enjeu est la réduction des risques liés à l'usage des produits du tabac.

Je commencerai en affirmant sans équivoque que la manière la plus efficace d'éviter les risques liés à l'usage des produits du tabac, c'est de ne pas commencer à fumer et que la meilleure façon d'en réduire les risques, c'est de cesser de fumer. Il n'existe pas de cigarette sans effet nocif.

La réalité, toutefois, c'est que plus de cinq millions d'adultes au Canada continuent de fumer malgré le niveau de taxation élevé, la réglementation de plus en plus sévère sur les lieux et les occasions où il est permis de fumer et, ce qui est encore plus important, même s'ils sont très bien informés des risques impliqués. Ce chiffre restera probablement élevé dans un avenir prévisible.

Des recherches indiquent que le public veut être informé dès que l'on trouve des moyens susceptibles de réduire les risques pour la santé que représente l'usage des produits du tabac.

Nous considérons comme une priorité le développement de produits du tabac à risques réduits.

Nous sommes actifs dans la recherche et le développement de tels produits, mais nous ne pouvons pas agir seuls. À bon droit, le public s'attend à ce que les résultats de nos recherches, et tout ce que nous affirmons, soient soumis à une vérification externe.

C'est une question complexe.

L'approche « cesse de fumer ou meurs » prônée par certains ignore totalement la responsabilité que nous devrions avoir à l'égard de ceux qui continuent de fumer.

Il reste aussi à définir la meilleure approche de réduction des risques. De nouveaux produits que les fumeurs rejetteraient ne présenteraient aucun intérêt du point de vue de la santé publique. Il faut que les fumeurs trouvent le produit fini acceptable. Les parties prenantes auxquelles nous nous sommes adressés comprenaient cela.

Nous devons déterminer de quelle façon les compagnies de tabac, les gouvernements et la communauté scientifique peuvent ensemble veiller à ce que la recherche soit validée et que le public reçoive une information adéquate à propos de ces produits, de leurs avantages et de leurs limites éventuelles.

En ce qui nous concerne, nous demeurons engagés envers notre programme rigoureux et à long terme de recherche et de mise à l'essai de produits qui pourraient représenter des risques réduits pour la santé.

Nous explorerons également l'acceptation par le marché de produits présentant un risque potentiellement moindre, tels que le snus d'inspiration suédoise, un produit sans fumée.

En exemple concret de notre engagement, nous lancerons un tel produit dans certains marchés tests au cours des 12 prochains mois. Nous joindrons encore le geste à la parole.

Mesdames, Messieurs, lorsque vous considérez de façon objective les enjeux liés au tabac, il devient rapidement apparent que, pour répondre aux attentes de

la société, toutes les parties prenantes doivent travailler ensemble au développement de solutions acceptables.

Nous voulons tous agir de la meilleure façon possible. Mais pour y arriver, nous devons écouter ce que les autres ont à dire et nous devons travailler ensemble. Nous savons que nous serons scrutés à la loupe et critiqués. Nous souhaitons cet examen et ce débat. C'est précisément la raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui et pourquoi je vous invite tous à lire notre premier rapport social qui sera publié et rendu disponible sur notre site internet dans deux semaines. Il s'agit d'une initiative vraiment novatrice dans la communauté des affaires au Canada et dont nous sommes très fiers.

Nous n'avons pas toutes les réponses, et peut-être que nous ne posons même pas les bonnes questions. Mais nous croyons fermement que si toutes les parties pouvaient écouter ce qu'elles ont à dire et s'engager dans un dialogue, nous pourrions saisir de véritables occasions d'amélioration.

Notre engagement, en tant qu'entreprise, est de répondre à cette attente et de la surpasser. Nous nous engageons vraiment à joindre le geste à la parole.

Merci.